

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Aan § 4 van artikel 4 van het in aanhef vermeld koninklijk besluit van 26 maart 1954 wordt een § 4bis toegevoegd, waarvan de tekst luidt als volgt :

« § 4bis. Zolang het aantal ingeschreven leerlingen zulks vereist, worden, in afwijking van het bepaalde in artikel 4, § 4, van dit besluit, in de cursussen met individueel onderwijs, aan de leerlingen in het eerste leerjaar van de lagere graad, ten minste 20 minuten les per week gegeven. »

Art. 2. Aan artikel 4 van het in aanhef vermeld ministerieel besluit van 26 juli 1962 wordt een artikel 4bis toegevoegd, waarvan de tekst luidt als volgt :

« Art. 4bis. Zolang het aantal ingeschreven leerlingen zulks vereist, worden, in afwijking van het bepaalde in artikel 4 van dit besluit, in de cursussen met individueel onderwijs in het eerste leerjaar van de lagere graad, ten minste 20 minuten les per week en per leerling gegeven en tellen de lessen ten minste drie leerlingen.

De leerlingen moeten evenzeer een uur les per week bijwonen. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking met ingang van het schooljaar 1983-1984.

Art. 4. De Gemeenschapsminister van Leefmilieu, Waterbeleid en Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 1983.

De Voorzitter,

G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Leefmilieu,
Waterbeleid en Onderwijs,

J. LENSSENS

—
TRADUCTION
—

F. 83 — 1424

20 JUILLET 1983. — Arrêté de l'Exécutif flamand portant modification des cours d'enseignement individuel dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit

L'Exécutif flamand,

Vu l'article 59bis, § 2, 2°, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1954 relatif aux conditions d'octroi par l'Etat de subventions aux conservatoires communaux, aux académies et écoles de musique communales et libres;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juillet 1963 fixant l'horaire et le programme minimum des cours ainsi que le règlement des examens de l'enseignement musical subventionné;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 18 janvier 1982 fixant les compétences des membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 26 janvier 1982 organisant la délégation de la compétence de statuer aux membres de l'Exécutif flamand;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 sur la réforme des institutions;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de notre Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. Au § 4 de l'article 4 de l'arrêté royal du 26 mars 1954 cité dans le préambule est ajouté un § 4bis, rédigé comme suit :

« § 4bis. Aussi longtemps que le nombre d'élèves inscrits l'exige, et ce en dérogation aux stipulations de l'article 4, § 4, de l'arrêté en question, dans les cours d'enseignement individuel, les élèves de la première année du degré inférieur bénéficieront d'au moins 20 minutes de leçon par semaine. »

Art. 2. A l'article 4 de l'arrêté ministériel du 26 juillet 1962 est ajouté un article 4bis, rédigé comme suit :

« Art. 4bis. Aussi longtemps que le nombre d'élèves inscrits l'exige, et ce en dérogation aux stipulations de l'article 4 de l'arrêté en question, dans les cours d'enseignement individuel il sera donné en première année du degré inférieur au moins vingt minutes de leçon par semaine et par élève. Les leçons comptent au moins trois élèves.

Les élèves sont tenus d'assister à une heure de cours par semaine. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire 1983-1984.

Art. 4. Le Ministre communautaire de l'Enseignement, de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 1983.

Le président,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement,
de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement,

J. LENSSENS

—
COMMUNAUITE FRANÇAISE
—

F. 83 — 1425

25 JUILLET 1983. — Arrêté de l'Exécutif déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de Soins médico-socio-pédagogiques pour Handicapés, notamment l'article 3, § 2;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés à charge des pouvoirs publics et notamment l'article 33;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis du Conseil communautaire consultatif pour les personnes handicapées;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif chargé du budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, alinéa 1er, tel que modifié par l'article 18 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Considérant qu'il y a lieu de publier d'urgence les nouvelles dispositions concernant la part contributive des handicapés à leurs frais de placement afin de permettre aux gouverneurs de provinces de procéder aux révisions nécessaires;

Sur proposition de M. Philippe Monfils, Ministre des Affaires sociales et vu la délibération de l'Exécutif du 26 juillet 1983,

Arrêtons :

Article 1er. Une part contributive par journée de présence dans l'institution qui les accueille est mise à charge des bénéficiaires du Fonds de Soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées.

Art. 2. S'il s'agit d'un mineur d'âge placé dans une institution ou dans une famille d'accueil, la part contributive prévue à l'article 1er est fixée à un montant forfaitaire équivalent aux 2/3 des allocations familiales ou des allocations assimilées, sur base d'une attestation émanant des organismes débiteurs desdites allocations, et cela par journée de présence dans l'institution.

S'il s'agit d'un orphelin ou de l'enfant d'un travailleur invalide, sa part contributive est la même que celle qui serait la sienne s'il n'appartenait pas à l'une de ces deux catégories.

Art. 3. § 1er. Le handicapé majeur placé dans un home ou dans une famille d'accueil contribue, en fonction de ses revenus — allocations, revenus de travail, revenus divers — au prix de journée dont question à l'article 1er.

La part contributive est de 700 francs maximum par journée de présence; une somme de 3 000 francs minimum par mois est laissée à la disposition de la personne handicapée non travailleur.

Au cas où la personne handicapée adulte exerce une activité professionnelle elle conserve la libre disposition de la moitié de son salaire, sans que cette quotité puisse être inférieure à 4 000 francs par mois.

§ 2. La disposition du § 1er du présent article est également applicable au handicapé mineur d'âge placé, par dérogation, dans un home, ainsi qu'au handicapé maintenu, par dérogation, dans une institution fonctionnant sous le régime de l'internat.

Art. 4. En ce qui concerne le handicapé marié, il sera tenu compte des charges familiales à établir par enquête sociale.

Art. 5. La part contributive prévue par l'article 1er est fixée à 100 francs par jour de présence dans un semi-internat.

La part contributive est fixée à 65 francs par jour, par dérogation, si les parents prouvent que leurs revenus nets cumulés sont inférieurs à 22 000 francs par mois.

Lorsque deux enfants d'une même famille sont simultanément inscrits dans un semi-internat, la part contributive due pour chaque enfant est fixée à 65 francs.

La simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés à la même institution, doit être vérifiée par les institutions en question.

Pour autant qu'il utilise le moyen de transport de l'institution, le handicapé participe aux frais de transport à concurrence de 20 francs par jour.

Art. 6. La part contributive prévue par l'article 1er est fixée, en centre de jour, à 145 francs par jour de présence pour les personnes handicapées âgées de moins de 25 ans et à 200 francs par jour de présence pour les personnes handicapées âgées de plus de 25 ans.

Pour autant qu'il utilise le moyen de transport de l'institution, le handicapé participe aux frais de transport à concurrence de 20 francs par jour.

Art. 7. Pour les handicapés qui bénéficient à la fois de services d'un placement familial et d'un semi-internat ou d'un centre de jour, seule la part contributive aux frais de placement dans la famille d'accueil sera laissée à charge du handicapé.

La famille d'accueil supporte la part contributive prévue pour le handicapé en semi-internat ou en centre de jour.

Art. 8. La part contributive du handicapé est augmentée à concurrence des sommes accordées pour couvrir la majoration des frais de placement entraînée par le dommage imputable à un tiers reconnu responsable et donnant lieu à réparation en application des articles 1382 à 1386bis du Code civil.

Art. 9. Les montants correspondant à la part contributive déterminée dans le présent arrêté sont versées directement aux établissements, homes et services de placements familiaux intéressés.

Le défaut de versement de ces montants donne lieu à l'application des dispositions de l'article 1412 du Code judiciaire.

Art. 10. La loi du 12 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, est applicable aux montants forfaitaires prévus aux articles 3, 4 et 6 du présent arrêté; ceux-ci sont rattachés à l'indice pivot : 174,36.

Art. 11. L'arrêté ministériel du 9 mai 1980 déterminant pour la Communauté française la participation financière des handicapés placés à charge du Fonds de Soins médico-socio-pédagogiques pour Handicapés est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er août 1983

Bruxelles, le 25 juillet 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 83 — 1425

25 JULI 1983. — Besluit van de Executieve houdende vaststelling van de bijdrage van de gehandicapten ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst in de instellingen van de Franse Gemeenschap

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1973 tot bepaling van de te volgen gemeenschappelijke regels voor de vaststelling van de toelagen per dag toegekend voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen en van gehandicapten geplaatst ten laste van de openbare besturen en inzonderheid op artikel 33;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 houdende de regeling van de handtekening der akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor gehandicapte personen;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve belast met de Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, zoals het is gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet tot hervorming van de instellingen van 9 augustus 1980;

Overwegende dat de nieuwe bepalingen inzake de bijdrage van de gehandicapten in hun plaatsingskosten dringend dienen bekendgemaakt te worden ten einde het de Provinciegouverneurs mogelijk te maken tot de nodige herzieningen over te gaan;

Op de voordracht van de heer Philippe Monfils, Minister van Sociale Zaken en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 26 juli 1983.

Besluiten Wij :

Artikel 1. Een bijdrage per aanwezigheidsdag in de instelling die hen onthaalt wordt ten laste gelegd van de begunstigen van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor begunstigen gehandicapte personen.

Art. 2. Indien het een minderjarige betreft geplaatst in een instelling of in een onthaalgezin, dan wordt de bijdrage bepaald bij artikel 1 vastgesteld op een forfaitair bedrag gelijk aan 2/3 van de kinderbijslag of van de gelijkgestelde bijslagen, op basis van een attest afgeleverd door de instellingen die de voormelde bijslagen verschuldigd zijn, en dit per aanwezigheidsdag in de instelling.

Indien het een wees of het kind van een invalide arbeider betreft, dan is zijn bijdrage dezelfde als deze die hem ten laste zou worden gelegd als hij niet tot een van deze twee categorieën behoorde.

Art. 3. § 1. De meerderjarige gehandicapten geplaatst in een home of in een onthaalgezin draagt bij, naargelang zijn inkomsten — bijslagend arbeidsinkomsten, diverse inkomsten — in de dagprijs waarvan sprake in artikel 1.

De bijdrage belooft maximaal 700 frank per aanwezigheidsdag; een som van minimum 3 000 frank per maand wordt ter beschikking gelaten van de gehandicapte niet werkende persoon.

In het geval de volwassen gehandicapte persoon een beroepsactiviteit uitoefent dan behoudt hij de vrije beschikking over de helft van zijn loon zonder dat dit gedeelte minder dan 4 000 frank per maand mag bedragen.

§ 2. De bepaling van § 1 van dit artikel is eveneens toepasselijk op de minderjarige gehandicapte, die bij afwijking in een home is geplaatst evenals op de gehandicapte die bij afwijking blijft opgenomen in een instelling die werkt onder het stelsel van het internaat.

Art. 4. Voor wat betreft de gehuwde gehandicapte, zal er rekening worden gehouden met de gezinslasten die na een maatschappelijk onderzoek zullen worden vastgesteld.

Art. 5. De bijdrage bepaald in artikel 1 is vastgesteld op 100 frank per aanwezigheidsdag in een semi-internaat.

De bijdrage is bij afwijking op 65 frank per dag vastgesteld indien de ouders bewijzen dat hun gecumuleerd netto-inkomen minder dan 22 000 frank per maand bedraagt.

Indien twee kinderen van eenzelfde gezin gelijktijdig in een semi-internaat zijn ingeschreven, dan is de bijdrage verschuldigd voor elk kind op 65 frank vastgesteld.

De gelijktijdigheid van de plaatsing, wanneer de twee kinderen niet aan dezelfde instelling zijn toevertrouwd, moet worden nagegaan door de betrokken instellingen.

Voor zover hij de vervoermiddelen van de instelling gebruikt draagt de gehandicapte bij in de vervoerkosten tot een bedrag van 20 frank per dag.

Art. 6. De bijdrage bepaald in artikel 1 is, in het dagcentrum, vastgesteld op 145 frank per aanwezigheidsdag voor de gehandicapte personen van minder dan 25 jaar en op 200 frank per aanwezigheidsdag voor de gehandicapte personen van meer dan 25 jaar.

Voor zover hij de vervoermiddelen van de instelling gebruikt, draagt de gehandicapte bij in de vervoerkosten tot een bedrag van 20 frank per dag.

Art. 7. Voor de gehandicapten die tegelijkertijd genieten van de diensten van een gezinsplaatsing en van een semi-internaat of een dagcentrum wordt alleen de bijdrage in de plaatsingskosten bij het onthaalgezin ten laste van de gehandicapte gelaten.

De bijdrage vastgesteld voor de gehandicapte in semi-internaat of in dagcentrum komt ten laste van het onthaalgezin.

Art. 8. De bijdrage van de gehandicapte wordt verhoogd tot de bedragen toegekend om de hogere plaatsingskosten te dekken die voortvloeien uit de schade waarvoor een derde aansprakelijk is gesteld en die aanleiding geeft tot herstel bij toepassing van de artikelen 1382 tot 1386bis van het burgerlijk wetboek.

Art. 9. De bedragen die overeenkomen met de bijdrage bepaald in dit besluit worden rechtstreeks gestort aan de betrokken instellingen, homes en diensten voor gezinsplaatsing.

Het uitblijven van de storting van deze bedragen geeft aanleiding tot toepassing van de bepalingen van artikel 1412 van het gerechtelijk wetboek.

Art. 10. De wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, is toepasselijk op de forfaitaire bedragen bepaald in de artikelen 3, 4 en 6 van dit besluit; deze zijn gekoppeld aan de spilindex : 174.36.

Art. 11. Het ministerieel besluit van 9 mei 1980 tot vaststelling voor de Franse Gemeenschap van de financiële bijdrage van de gehandicapten geplaatst ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1983.

Brussel, 25 juli 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX
De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MONFILS